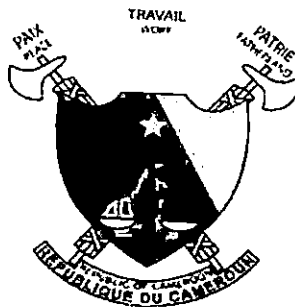


REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX-TRAVAIL-PATRIE  
**MINISTRE DES FINANCES**

COMMISSION TECHNIQUE DE  
REHABILITATION

Immeuble CNR (6<sup>ème</sup> étage)  
Tél : 22 22 38 16 Fax : 22 23-21-43



REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE-WORK-FATHERLAND  
**MINISTRY OF FINANCE**

TECHNICAL COMMITTEE FOR  
REHABILITATION

CNR Building (6th floor)  
Tel. 22 22 38 16, Fax : 22 23 21 43

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET**  
**08000001 /ASMI/MINFI/CTR/UGAM DU 6 JUN 2022**  
**EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ELABORATION DE**  
**LA POLITIQUE ACTIONNAIRIALE DE L'ETAT AU CAMEROUN**

Pour assurer la transformation structurelle et le développement inclusif de son économie, au cours de la prochaine décennie, le Gouvernement a adopté une Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, le Gouvernement accorde une place importante à la gouvernance économique et financière, dont l'un des objectifs vise la rationalisation de la gestion des établissements publics et des entreprises publiques. A cet effet, s'agissant des entreprises publiques, le Gouvernement entend mener une politique orientée vers : « (i) la fixation des objectifs de dividende ; (ii) la réduction progressive des subventions aux entreprises à faible niveau de performance ; (iii) l'introduction dans le marché boursier des grandes entreprises publiques des secteurs industriels ; (iv) la privatisation de la gestion des entreprises publiques évoluant dans les secteurs hautement concurrentiels ; et (v) la mise en place des mesures d'accompagnement basées sur une meilleure exploitation du marché local.

**II – OBJET**

L'étude a pour objet l'élaboration de la politique actionnariale de l'Etat.

**II – CONSISTANCE DES TRAVAUX**

De façon spécifique, il est demandé au consultant de :

**A. Phase de diagnostic :**

- 1) analyser les textes actuels qui régissent le secteur des Etablissements publics et des Entreprises publiques,;
- 2) homogénéiser la classification et la segmentation des entreprises publiques en proposant une répartition des entreprises publiques par secteur (compétitif, ou non compétitif, service public, etc) et par degré d'importance (stratégique ou non stratégique,), en vue d'orienter de façon efficace et rationnelle les participations de l'Etat ;
- 3) évaluer les mécanismes actuels de gestion des participations de l'Etat ;
- 4) procéder à un diagnostic approfondi (état de lieux) du système actuel de gouvernance des Etablissements publics et des Entreprises publiques, en mettant en évidence les dysfonctionnements qui obèrent leur gestion optimale ;
- 5) analyser la physionomie actuelle des Etablissements publics et des Entreprises publiques (taille, structuration, chevauchements et/ou interférences des missions, obsolescence des missions/activités ou des politiques, etc.) ;

**B. Phase intermédiaire relative à la présentation des différents scénarii de vision de politique actionnariale de l'Etat :**

- 6) définir une vision à moyen et long terme de la politique actionnariale de l'Etat, traduites par des objectifs stratégiques et opérationnels, en cohérence avec les documents et

politiques existants (Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30), politique de décentralisation, situation économique du pays, etc). le consultant devra au préalable modéliser différents scénarios à partir des objectifs fixés, des critères partagés, et les indicateurs macroéconomiques identifiés.

### **C. Phase relative à l'élaboration du rapport provisoire de l'étude sur la politique actionnariale de l'Etat.**

- 7) déterminer les critères justifiant l'actionnariat public ;
- 8) proposer en fonction de leur statut juridique et leurs caractères (social, commercial et social, commercial et financier, industriel et commercial) des modalités de rationalisation et de redimensionnement du portefeuille des Etablissements publics et des Entreprises publiques ;
- 9) proposer une stratégie de pilotage, de suivi des participations de l'Etat au capital des Entreprises Publiques et d'autres entités privées, ainsi que de la distribution des dividendes y résultantes ;
- 10) proposer un cadre juridique et institutionnel permettant de garantir une meilleure gouvernance et surveillance des Etablissements publics et des Entreprises publiques, mais également d'assurer de façon optimale le pilotage, la coordination et le suivi-évaluation de la politique actionnariale de l'Etat;
- 11) définir des lignes directrices de l'Etat actionnaire en s'inspirant des meilleures pratiques à l'international en matière de gouvernance des Etablissements publics et des Entreprises publiques ;
- 12) proposer une stratégie de mise en œuvre de la politique actionnariale de l'Etat définie ;
- 13) proposer un plan de communication autour de la politique actionnariale définie de l'Etat ;
- 14) proposer des instruments juridiques d'accompagnement de la réforme.

### **III. FINANCEMENT DE L'ETUDE**

L'étude sera financée par le budget de l'Etat.

### **IV. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

La participation à cet appel à manifestation d'intérêt est ouverte à tous les cabinets ou groupements de cabinets ayant des connaissances avérées dans le secteur concerné par cette étude et disposant des références.

### **V. DOSSIER DE CANDIDATURE**

#### **1) Le dossier administratif**

Ce dossier devra comprendre les pièces suivantes :

- a) une lettre de motivation dûment signée, datée et timbrée, précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'appel d'offres restreint s'il est présélectionné ;
- b) les statuts ou textes qui justifient l'existence du candidat ;
- c) l'adresse et la raison sociale du candidat ;
- d) l'accord de groupement le cas échéant ;
- e) une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'organe compétent du pays du siège social du Cabinet le cas échéant ;
- f) un acte authentique donnant pouvoir au signataire d'engager le cabinet ou la société ;

En cas de groupement, tous les membres dudit groupement devront présenter les pièces b), c), e), f),

## 2) Le dossier technique

Ce dossier comprend les documents suivants :

- Une fiche de présentation du cabinet indiquant : son domaine d'expertise (brochure, plaquette) et ses ressources, etc...
- Les références générales et missions similaires ou équivalentes au cours des vingt (20) dernières années. Joindre : (i) une copie de l'extrait du contrat (1<sup>ère</sup>, et dernière page de signature). Ces documents devront être clairs et lisibles avec mention obligatoire des données suivantes : libellée des missions, pays, prix, période d'exécution, clients, niveau de réalisation de la mission, éléments justificatifs ; (ii) le certificat de bonne fin délivré le Maître d'Ouvrage ou par ses Services et/ou le procès-verbal de réception des travaux.

## VI. DUREE DE LA CONSULTATION

La durée de la consultation est de trois (03) mois calendaires. Le consultant remettra les rapports suivants dans les délais indiqués :

**Rapport 1 : diagnostic approfondi sur la gouvernance des entreprises publiques au Cameroun et des mécanismes actuels de gestion des participations de l'Etat.**

Le consultant disposera d'une durée de trente (30) jours suivant la notification de l'ordre de service du démarrage de la mission

**Rapport 2 :** Rapport intermédiaire sur la présentation des différents scénarii de politique actionnariale de l'Etat.

Ce rapport devra être produit dans un délai de quinze (15) jours à compter de la validation du rapport sur le diagnostic.

**Rapport 3 :** Elaboration du document provisoire de politique actionnariale de l'Etat, assorti de sa stratégie de mise en œuvre, y compris les instruments juridiques d'accompagnement de la réforme, ainsi que le plan de communication.

Ce rapport devra être produit dans un délai de trente (30) jours à compter de la validation du rapport 2.

**Rapport 4 :** Elaboration du document définitif sur la politique actionnariale de l'Etat, et de stratégie de sa mise en œuvre

Ce rapport devra être produit dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de validation du rapport 3.

## VII. EVALUATION DES OFFRES ET SELECTION DES CANDIDATS

Les offres seront évaluées conformément aux critères ci-après :

### Critères éliminatoires

- absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà du délai de 48 heures suivant la séance d'ouverture des plis ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70/100 ;

### Critères d'évaluation technique

N°	Critères d'évaluation	Points
01	Présentation de l'offre	10
02	Références du Cabinet	90
Total		100

Les cabinets pré-qualifiés seront consultés par appel d'offres restreint en conformité avec les procédures de passation de marchés publics en vigueur en République du Cameroun.

### VIII. DEPOT DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais devront être déposés sous pli fermé en 06 (six) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels au Secrétariat du Président de la Commission Technique de Réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic (CTR) Immeuble Ex-CNR 5<sup>ème</sup> étage, porte 515, Tel 2 22 22 38 16, Fax : 2 22 22 38 50 au plus tard le **11 JUIL 2022** à 13 heures, heure locale portant la mention suivante :

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 0 0 0 0 0 0 1**  
**/ASMI/MINFI/CTR/ UIGAM DU 16 JUIN 2022**  
**EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ELABORATION DE LA**  
**POLITIQUE ACTIONNAIRIALE DE L'ETAT AU CAMEROUN**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

### IX. OUVERTURE DES DOSSIERS

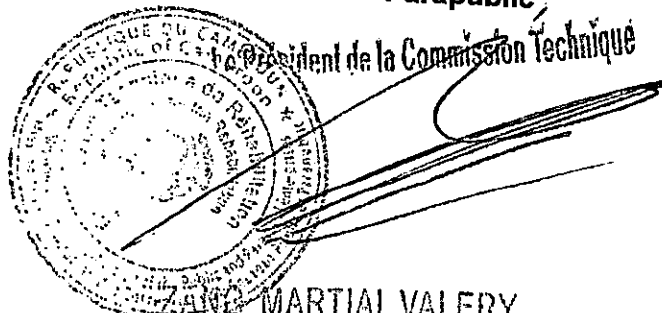
L'ouverture des plis suivra le même jour à 14 heures, heure locale, dans la salle de réunions de la Commission Technique de Réhabilitation, 5<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Ex-CNR porte 502.

### X. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Commission Technique de Réhabilitation des Entreprises du Secteur public et parapublic (CTR), 5<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Ex-CNR porte 515, Tel : 2 22 22 38 16 à Yaoundé.

Yaoundé, le **16 JUIN 2022**

**Le Président de la Commission Technique de**  
**Réhabilitation des Entreprises du Secteur Public et**  
**Parapublic**



**MARTIAL VALERY**  
Administrateur Civil Principal

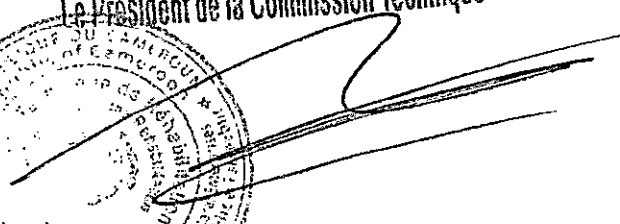
#### Ampliations :

- ARMP
- Archives
- Affichage

Rubriques		Notation	TOTAL
<b>1- Présentation de l'Offres et méthodologie (10 points)</b>			
1.1	Présentation générale des offres et clarté des documents produits		3 points
1.2	Respect de l'ordre d'agencement des pièces et chaque partie doit être séparée par des intervallaires de couleur autre que la blanche		3 points
1.3	Document bien relié, présence d'un sommaire conforme au contenu et pagination		4 points
<b>2- Références du Cabinet ou du Groupement de cabinets (90 points)</b>			
2.1	Références générales dans le domaine des études au cours des vingt (20) dernières années	5 points / référence	10 points
2.2	Références générales dans l'élaboration ou appui à l'élaboration des politiques publiques à l'échelle nationale dans un pays hors d'Afrique au cours des vingt (20) dernières années	5 points / référence	10 points
2.3	Références dans l'élaboration ou appui à l'élaboration des politiques publiques à l'échelle nationale en Afrique au cours des vingt (20) dernières années	5 points / référence	15 points
2.4	Références générales dans les études sur la gouvernance au cours des vingt (20) dernières années	5 points / référence	15 points
2.5	Références spécifiques dans l'élaboration ou appui à l'élaboration des stratégies (supérieur à 5 ans) de développement à l'échelle national	5 points / référence	10 points
2.6	Références dans l'élaboration ou appui à l'élaboration de la politique actionnariale d'un Etat hors de l'Afrique	5 points / référence	20 points
2.7	Références dans l'élaboration ou appui à l'élaboration de la politique actionnariale d'un Etat en Afrique	5 points / référence	10 points

**N.B.** : Une référence est prise en compte une seule fois.

Le Président de la Commission Technique



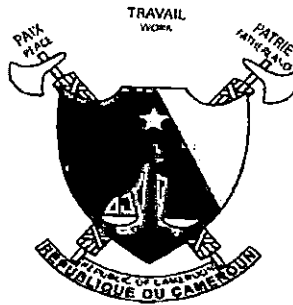
ZANG MARTIAL VALERY  
Administrateur Civil Principal

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

MINISTRE DES FINANCES

COMMISSION TECHNIQUE DE  
REHABILITATION

Immeuble CNR (6<sup>me</sup> étage)  
Tél : 22 22 38 16 Fax : 22 23-21-43



REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE-WORK-FATHERLAND

MINISTRY OF FINANCE

TECHNICAL COMMITTEE FOR  
REHABILITATION

CNR Building (6th floor)  
Tel. 22 22 38 16, Fax : 22 23 21 43

**NOTICE FOR SOLICITATION OF EXPRESSION OF INTEREST**  
**NO. 00000001 /ASMI/MINFI/CTR/UGAM OF 15 JUN 2022**  
**FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT FOR THE ELABORATION OF**  
**THE STATE'S SHAREHOLDING POLICY IN CAMEROON**

To ensure the structural transformation and inclusive development of its economy, over the next decade, the Government has adopted a National Development Strategy 2020-2030 (NDS30). Within the framework of this new strategy, the Government accords an important place to economic and financial governance, one of the objectives of which is the rationalization of the management of public establishments and public enterprises. To this end, with regard to public enterprises, the Government intends to pursue a policy geared towards: (i) setting dividend targets; (ii) the gradual reduction of subsidies to enterprises with poor performance; (iii) listing of large public enterprises in the industrial sectors on the stock market; (iv) privatization of the management of public enterprises operating in highly competitive sectors; and (v) implementation of support measures based on better exploitation of the local market.

**II - PURPOSE**

The purpose of the study is to elaborate the State's shareholding policy.

**II - CONSISTENCY OF WORK**

Specifically, the consultant is required to:

**A. Diagnosis phase:**

- 1) analyse the current texts that govern the public establishments and public enterprises sector ;
- 2) standardize the classification and segmentation of public enterprises by proposing a breakdown of public enterprises by sector (competitive or non-competitive, public service, etc.) and by degree of importance (strategic or non-strategic), with a view to orientate State holdings in an efficient and rational manner;
- 3) assess the current mechanisms for managing State holdings;
- 4) carry out an in-depth diagnosis (inventory) of the current system of governance of public establishments and public enterprises, highlighting the dysfunctions that hinder their optimal management;
- 5) analysis of the present physiognomy of public establishments and public enterprises (size, structuring, overlapping and/or interference of missions, obsolescence of missions/activities or policies, etc.).

**B. Intermediate phase relating to the presentation of the different scenarios for the vision of State shareholding policy:**

- 6). define a medium and long-term vision of the State's shareholding policy, translated into strategic and operational objectives, consistent with existing documents and policies (National Development Strategy 2020-2030 (NDS30), decentralization, economic situation of the country, etc.). the consultant must first model different scenarios based on the objectives set, shared criteria, and identified macroeconomic indicators.

### **C. . Phase relating to the preparation of the provisional report of the study on the State shareholding policy.**

- 7).determine the criteria justifying public ownership;
- 8).propose according to their legal status and their characteristics (social, commercial and social, commercial and financial, industrial and commercial) methods of rationalization and resizing of the portfolio of public establishments and public enterprises ;
- 9). propose a strategy for steering, monitoring State participation in the capital of Public Enterprises and other private entities, as well as the distribution of the resulting dividends;
- 10). propose a legal and institutional framework to guarantee better governance and supervision of public establishments and public enterprises, but also to ensure optimal management, coordination and monitoring-evaluation of State shareholding policy;
- 11). define guidelines for the State as shareholder, drawing inspiration from international best practices in the governance of public establishments and public enterprises ;
- 12). propose a strategy for implementing the defined State shareholding policy;
- 13).propose a communication plan around the defined State shareholding policy;
- 14). propose legal instruments to accompany the reform.

### **III. FUNDING OF THE STUDY**

The study will be financed by the State budget.

### **IV. CONDITIONS OF PARTICIPATION**

Participation in this call for expressions of interest is open to all firms or groups of firms with proven knowledge in the sector concerned by this study and having the references.

### **V. APPLICATION FILE**

#### **1) The administrative file**

This file should include the following documents:

- a) a letter of motivation duly signed, dated and stamped, stating that the candidate intends to tender for the restricted invitation to tender if he is pre-selected;
- b) the statutes or texts justifying the existence of the candidate;
- c) the candidate's address and business name;
- d) the grouping agreement, if applicable;
- e) a certificate of non-exclusion from public contracts issued by the competent body of the country of the Firm's registered office, where applicable;
- f) an authentic deed empowering the signatory to bind the firm or the company;

In the event of a grouping, all the members of the said grouping must present documents b), c), e), f),

#### **2) The technical file**

This file includes the following documents:

- A presentation sheet of the firm indicating: its area of expertise (brochure, booklet) and its resources, etc...
- General references and similar or equivalent missions over the last twenty (20) years. Attach: (i) a copy of the extract from the contract (1st and last signature page). These documents must be clear and legible with compulsory mention of the following data: wording of the missions, country, price, period of execution, customers, level of achievement of the mission, supporting elements; (ii) the certificate of completion issued by the Project Owner or by his services and/or the works acceptance report.

### III. DURATION OF THE CONSULTATION

The duration of the consultation is three (03) calendar months. The consultant will submit the following reports within the specified time frame:

**Report 1: in-depth diagnosis of the governance of public enterprises in Cameroon and the current mechanisms for the management of State shareholdings.**

The consultant will have a period of thirty (30) days following the notification of the service order of the start of the mission

**Report 2:** Interim report on the presentation of the different scenarios of State shareholding policy.

This report must be produced within fifteen (15) days from the validation of the diagnostic report.

**Report 3:** Elaboration of the provisional document on the State's shareholding policy, alongside its implementation strategy, including the legal instruments accompanying the reform, as well as the communication plan.

This report must be produced within a period of thirty (30) days as from the date of validation of report 2.

**Report 4:** Elaboration of the final document on the State's shareholding policy, its implementation strategy

This report must be produced within a period of fifteen (15) days as from the date of validation of report 3.

### VI. EVALUATION OF BIDS AND SELECTION OF CANDIDATES

Bids will be evaluated in accordance with the following criteria:

#### Eliminatory criteria

- absence or non-compliance of a document of the administrative file beyond the 48-hour period following the opening session;
- false declaration or forged document;
- technical score less than 70/100;

#### Technical evaluation criteria

No.	Evaluation criteria	Points
01	Presentation of the bid	10
02	References of the Firm	90
Total		100

The pre-qualified firms will be consulted by restricted invitation to tender in accordance with the public contracts procedures in force in the Republic of Cameroon.

### IV. SUBMISSION OF FILES

Applications written in English or French must be submitted in a closed envelope in 06 (six) copies including one (01) original and five (05) copies marked as such at the Secretariat of the President of the Technical Committee for the Rehabilitation of Enterprises of the Public and Semi-public Sector (TCR) Ex-CNR building 5th floor, room 515, Tel 2 22 22 38 16, Fax: 2 22 22 38 50 no later than 1 JUL 2022 at 1 p.m. local time bearing the following indication:

N

**NOTICE FOR SOLICITATION OF EXPRESSION OF INTEREST  
NO. 000000000/ASMI/MINFI/CTR/UGAM OF 7 6 JUN 2022  
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT FOR THE ELABORATION OF THE  
STATE'S SHAREHOLDING POLICY IN CAMEROON**

**" TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION "**

**V. OPENING OF FILES**

The opening of the bids will follow the same day at 2 p.m. local time, in the meeting room of the Technical Committee for Rehabilitation 5<sup>th</sup> floor of the Ex-CNR Building room 502.

**VI. FURTHER INFORMATION.**

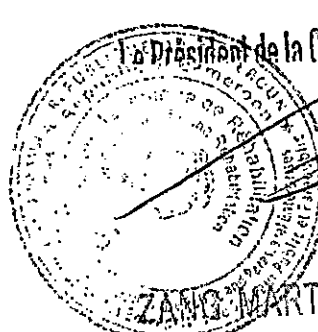
Additional technical information can be obtained from the Technical Committee for the Rehabilitation of Enterprises of the Public and Semi-public Sector (CTR), 5<sup>th</sup> floor of the Ex-CNR Building room 515, Tel : 2 22 22 38 16 in Yaoundé.

Yaoundé, the 7 6 JUN 2022

**The Chairperson of the Technical Commission for the  
Rehabilitation of Enterprises of the Public and  
Semi-public Sector**

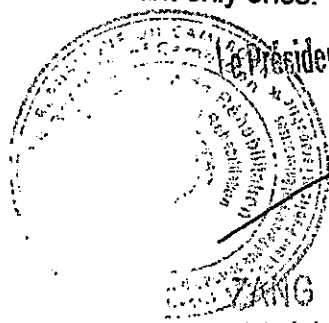
**Copies:**

- PCRA
- Archives
- Billboards

  
Le Président de la Commission Technique  
**ZANG MARTIAL VALERY**  
Administrateur Civil Principal

Headings		Marks	TOTAL
<b>1- Presentation of the Tenders and methodology (10 points)</b>			
1.1	General presentation of the tenders and clarity of the documents produced		3 points
1.2	Respect of the order of arrangement of the documents and each part must be separated by colour intervals other than white		3 points
1.3	Well-bound document, presence of a table in accordance with the content and pagination		4 points
<b>2- References of the Firm or of the Grouping of firms (90 points)</b>			
2.1	General references in the area of the studies during the last twenty (20) years	5 points / reference	10 points
2.2	General references in the elaboration or support to the elaboration of public policies at the national level in a country outside Africa during the last twenty (20) years	5 points / reference	10 points
2.3	References in the elaboration or support to the elaboration of public policies at the national level in Africa during the last twenty (20) years	5 points / reference	15 points
2.4	General references in studies on governance during the last twenty (20) years	5 points / reference	15 points
2.5	Specific references in the elaboration or support to the elaboration of development strategies (beyond 5 years) at the national level	5 points / reference	10 points
2.6	References in the elaboration or support to the elaboration of the shareholding policy of a State outside Africa	5 points / reference	20 points
2.7	References in the elaboration or support to the elaboration of the shareholding policy of a State in Africa	5 points / reference	10 points

**N.B.:** A reference is taken into account only once.



Le Président de la Commission Technique

ZANG MARTIAL VALERY  
Administrateur Civil Principal